IMT Nuremberg Archives

H – 5022

International Court of Justice

H5022 - 0002

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.D.BL. Eco 1

Sommaire des accusations
produites par le Luxembourg,
(Extraits)

Déposé sous le N° U.K. 77

MINISTERE
de la
JUSTICE

Luxembourg, le 22 Septembre 1945.

Monsieur François de Menthon
Délégué du Gouvernement Provisoire
de la République Française
à la Commission d'instruction et de poursuites
à Nuremberg.

Monsieur le Délégué,

Nous référant à votre demande transmise par notre Ministre à Paris et reçue le 15 courant, nous avons l'honneur de vous faire parvenir un aperçu succinct ainsi que la documentation désirée. Les chiffres indiqués sont approximatifs; le total est probablement supérieur.

Annexion de facto.

Il n'est aucune des règles de droit international positif, concernant le respect de la neutralité et l'occupation du territoire ennemi, inscrites dans les conventions de la Haye de 1907, qui n'ait été violée par l'Allemagne.

L'institution mère du chef de l'Administration civile à caractère nettement politique était manifestement contraire au droit international positif. Elle correspondait en effet à la suppression complète de la souveraineté de l'Etat envahi, en droit et en fait, alors que les conventions de la Haye ne prévoyaient qu'une suspension de la souveraineté du territoire occupé au profit des autorités militaires de l'envahisseur, dans les limites où l'exigeaient les nécessités de la guerre.

Au commencement du mois d'octobre 1941, les Allemands avaient annoncé qu'il serait procédé à un recensement général de la population qui n'était autre chose qu'un plébiscite camouflé. (Annexe I) Si le tour réussissait, le Gauleiter pouvait se prévaloir de la signature de tous les Luxembourgeois pour proposer à Berlin l'annexion officielle du Luxembourg au Reich. Mais les Luxembourgeois par leur magnifique esprit de résistance ont

H5022 – 0003

déjoué ses intentions. Aussi une vague de terreur sans précédent s'abattit-elle sur le pays.

Une ordonnance du 30.8.42 octroya la nationalité allemande à tous les collaborateurs et, sous réserves, à tous les adhérents du mouvement "Volksdeutsch". Cette ordonnance disposait en outre que tous les jeunes gens qui seraient appelés sous les drapeaux allemands obtiendraient par la même et de plein droit la nationalité allemande. (Annexe II) Or, si on sait comment avaient été obtenues les adhésions à la V.d.B. on comprend que tous ces adhérents forcés n'avaient que faire du cadeau de la nationalité allemande que leur offrait le Gauleiter. Quant aux jeunes gens appelés sous les drapeaux allemands, la plupart d'entre eux n'avait jamais fait partie du mouvement "Volksdeutsch". La nationalité allemande leur était donc octroyée de façon tout à fait arbitraire. Cette naturalisation de force avait pour but évident d'éluder le reproche d'enrôler des ressortissants d'un pays étranger occupé. Aussi ne pouvait-elle avoir aucune valeur juridique.

Service militaire obligatoire.

Un premier décret administratif, du même jour que l'ordonnance organique du 30 Août 1942, introduisant le service militaire obligatoire, appela sous les drapeaux allemands les Luxembourgeois nés pendant les années 1920 à 1924 inclusivement. (annexe III) La classe 1925 fut mobilisée par décret du 25.3.43 la classe 1926 par décret du 10.12.43, et enfin la classe 1927 par décret du 10.7.44. Sept classes, ont été effectivement embrigadées de force dans la Wehrmacht. Au total, environ 15000 Luxembourgeois ont donc été contraints de servir dans l'armée allemande, contre leur gré et au mépris des dispositions expresses du droit des gens. On estime à 1300 le nombre de ceux qui sont tombés et à 3500 le nombre de ceux qui ont déserté. En outre les autorités allemandes avaient déclaré disparus au 10.9.44 environ 1000 jeunes gens. (probablement POW en Russie) En 1943 les disparitions des jeunes Luxembourgeois enrôlés de force dans l'armée allemande prirent des proportions telles qu'une ordonnance du 10.7.1943 contre la désertion et l'embusquage, avec effet rétroactif au 30.8. 1942 prévoyait non seulement la peine de mort pour les déserteurs et les embusqués eux-même, mais menaçaient également leurs familles de déportation. (annexe IV)

Organisation de la criminalité.

La justice fut complètement remaniée. La séparation des pouvoirs n'existait plus. Tous les jugements devaient être rendus selon l'esprit du droit allemand. Ils devaient tenir compte des considérations de la doctrine utilitaire nationale-socialiste ce que les Alkmands appe-

H5022 – 0004

laient "gesundes Volksempfinden", plutôt que du texte de la loi. Pour les nazis il n'existait pas de droit objectif. A leurs yeux, seul ce qui profitait au peuple et à l'empire allemand était juste et équitable.

Le tribunal spécial dit "Sondergericht" institué par ordonnance du 20.8.1940 prononçait des condamnations variant de la peine d'emprisonnement à celle des travaux forcés pour des faits qu'il qualifiait de "reichsfeindlich", c'est-à-dire de hostiles à l' ALLEMAGNE. (annexe V) De nombreuses condamnations à mort furent prononcées par ce tribunal à partir du mois d'octobre 1941. Le total des condamnations pour raisons politiques dépasse le chiffre de 500.

En dehors des exécutions pouvant être mises sur le compte du "Sondergericht", le tribunal d'exception du "Standgericht" institué par ordonnance du 31. 8. 42 condamna à mort 21 patriotes luxembourgeois s'étant mis en grève pour protester contre l'introduction du service militaire obligatoire et la politique nazie au commencement du mois de septembre 1942 (annexe VI).

La loi allemande sur la Gestapo fut mise en vigueur par ordonnance du 2.6.1941 (annexe VII)

Enumérer en détail tous les méfaits de la Gestapo et de ses chefs s'avère impossible. En y regardant de près on peut démêler à la base de toutes les persécutions et de tous les crimes leur activité néfaste. Ils sont responsables de l'organisation de la terreur dans le territoire luxembourgeois. Inhumaines furent les tortures infligées aux malheureuses victimes dans le quartier général de la Gestapo 4.000 personnes furent emprisonnées tant à Luxembourg qu'en ALLEMAGNE ou bien envoyées dans des camps de concentration. Environ 500 personnes, dont 400 prisonniers furent exécutées.

L'ordonnance de la transplantation (Umsiedlung) du 13.9.1942 parut dans la feuille d'ordonnances pour le Luxembourg (annexe VIII) 6000 personnes furent déportées à Bobenstein, Mittelstein, Schreckenstein, Lemberg, Wartha et Marklissa. La dernière de ces mesures eut lieu la seconde moitié du mois d'aoput 1944, la veille de la libération du territoire par les troupes alliées. Le sort des déportés fut déplorable. Privés de nourriture suffisante et de soins médicaux, d'aucuns succombèrent. D'autres furent subséquemment mis dans des camps de concentration. La santé de la plupart des malheureuses victimes est gravement compromise.

<u>Atteintes à la propriété, pillages, persécutions raciales.</u>

Le droit d'association fut supprimé par ordonnance du 28.8.1940 portant institution d'un Commissaire aux

H5022 – 0005

H5022 - 0006

organisations (Stillhaltekommissar). Tous leurs biens, meubles et immeubles, furent accaparés par le chef de l'Administration civile allemande (annexe IX).

La persécution des Juifs permit au Gauleiter de mettre la main sur leurs immeubles et autres biens. Deux ordonnances du 5.9.1940 l'une relative aux mariages entre Juifs et aryens, l'autre concernant la fortune des Juifs, plaçait les Juifs hors la loi. Leur fortune entière ainsi que celle des émigrants luxembourgeois qui avaient fui devant l'envahisseur, était confisquée (annexe X). Un certain nombre de Juifs reçurent la permission d'émigrer les autres furent déportés en Allemagne, resp. en Pologne. 600 à 700 d'entre eux sont morts dans des camps de concentration.

La société fiduciaire allemande pour la transplantation installée dans le bureau "für deutsches Volkstum und Siedelung" à Luxembourg se chargeait de l'administration et surtout de la liquidation auprofit de l'Allemagne et de la réalisation de la fortune des déportés. Des valeurs énormes furent confisquées et prirent le chemin du Reich (annexe VIII déjà précitée). Des Allemands du Tyrol s'installèrent à la place des déportés dans leurs immeubles, fermes entreprises industrielles, commerciales et artisanales. Il va de soi que ces étrangers emportèrent ce qui restait lors de la fuite précipitée des nazis en septembre 1944.

Le service du travail obligatoire fut introduit par ordonnance du 23.5.1941 (annexe XI) La plupart des jeunes gens des classes 1925 et 1926 (environ 2500) se trouvaient le 10.9. 1944 lors de la libération du territoire à l'RAD et furent enrôlés pendant les mois de septembre-octobre 1944 dans la Wehrmacht. Le 10.9.44 environ 500 jeunes filles se trouvaient encore à l'RAD.

En résumé les Allemands ont organisé le pillage systématique du pays. Leur criminalité était organisée. Ils ont aboli nos libertés constitutionnelles, transformé complètement nos institutions nationales y compris l'organisation judiciaire. Ils ont traité le Grand-Duché non seulement en territoire occupé, mais y ont au mépris du droit des gens introduit leurs lois nationales-socialistes.

Veuillez agréer, Monsieur le Délégué, l'assurance de notre haute considération.

Victor Bodson

Ministre de la Justice.

H5022 - 0007

II.- Destruction ou saisie de propriétés sans nécessité de guerre;

(IVè Convention de la Haye art. 23 g et 55)

I°.- Saisie ou destruction des biens sous prétexte racique et politique.

Sous des prétextes raciques les biens des citoyens luxembourgeois, dits de race juive, furent saisis en vertu d'une ordonnance du 5/9/1940 (Vobl. für Luxemburg 1931 - page II N°2) ordonnance du 7/2/1941 (Vobl. für Luxemburg 1941 - page 90 - N°12) ordonnance du 4/4/1942. (Vobl. für Luxemburg page 134 - N° 24). En vertu de cette disposition tous les biens appartenant à des Juifs furent confisqués et saisis.

:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:

H5022 - 0008

2. Saisie de biens sous des prétextes politiques.

En vertu de l'ordonnance du 7 février précitée les biens des citoyens luxembourgeois, qui avaient fui devant l'ennemi furent confisqués.

Les biens de la Maison Souveraine furent compris dans cette catégorie de confiscations.

3. En outre, les biens de personnes qui furent déportées par mesure politique vers l'Allemagne furent saisis à leur tour.

La société fiduciaire allemande pour la transplantation installée dans le bureau "fur deutsches Volkstum un Siedelung 3 à Luxembourg se chargeait de l'administration et surtout de la liquidation et de la réalisation au profit de l'Allemagne de la fortune des déportés. Des valeurs énormes furent confisquées et prirent le chemin du Reich. Des Allemands du Tyrol méridional s'installèrent dans les immeubles des déportés, dans leurs fermes, entreprises industrielles, commerciales et artisanales. Il va de soi que ces étrangers emportèrent ce qui restait lors de la fuite précipitée des nazis en septembre 1944.

Cette saisie fut opérée en vertu d'une ordonnance du 13 septembre 1942 (Vobl. für Luxemburg I 42 page 277 N°55).

Le dommage né de ces mesures politiques y compris les pertes de salaires et de revenus se chiffre à 600-7000.000.000. de francs.

:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:

H5022 – 0009

4°.- Toutes les associations ayant un but culturel ou politique furent supprimées par une ordonnance du 28/8/1940 (Vobl. für Luxemburg 1940 page 8 - N°2) suivie d'une autre ordonnance du 23/10/1940 (Vobl. für Luxemburg 1940 page 287 - N°54).

Tous leurs biens, meubles et immeubles furent accaparés par le chef de l'administration civile allemande.

Cette accusation porte contre les membres du Cabinet allemand et plus particulièrement contre les Ministres de l'Intérieur, de la Propagande, des Finances ainsi que sur les chefs de l'Office du Reichskommissars für die Festigung des deutschen Volkstums, ce dernier responsable avant tout pour les déportations et leurs suites -- co-auteur -- le Corps des chefs politiques du parti nazi -- auteurs intellectuels.

Les chefs des S.S. qui fournirent les instruments pour l'exécution des ordonnances précitées sont formellement accusés comme co-auteurs.

:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:

H5022 – 0010

6. Suivant la même politique les biens des ordres religieux de l'Eglise catholique furent saisis, ordonnance du 14/1.1941 (Vobl. fur Luxemburg 1941, p. 39 no. 5.

Cette mesure ne constitue non seulement une violation des articles 23 et 46 IIde la IV convertion de La Haye, mais encore de l'art. 56 de la dite convention qui prohibe la saisie et la destruction de biens consacrés au culte.

En effet, les biens des ordres religieux ne furent pas seulement saisis, mais leur immeubles destinés au service du culte, furent, partiellement au moins, détruits, assignés et transférés au parti nazi pour des besoins qui peuvent être proprement qualifiés de profanation.

Nous citerons à titre purement indicatif et sans pouvoir être complet, l'abbaye des Bénédictins de Clervaux (occupée par la Hitlerjugend); l'abbaye de R.P. Rédemptoristes de Luxembourg transformée en caserne; le couvent des pères blancs à Mariënthal transformé aux fins des B.D.M. etc.

Nous mentionnerons dans le même ordre d'idées l'expropriation et l'expulsation du Grand Séminaire de Luxembourg qui fut affecté à des fins militaires.

6. Parmi les établissements affectés au culte ayant subis du fait de l'occupant une destruction complète, il convient de relever la démolition de la synagogue de Luxembourg servant au culte israélite : toutes les autres synagogues furent saisies et saccagées.

7. Les immeublesappartenant à la Grande Loge Maçonnique de Luxembourg furent saisis et ses biens furent confisqués.

H5022 - 0011

III.- MECONNAISSANCE DES DROITS DE LA PROPRIETE PRIVEE DES LUXEMBOURGEOIS - violation de l'article 46 de la IVème Convention de la Haye.

Dans le domaine financier et économique, l'Allemagne organisa une spoliation générale du Luxembourg, tant par la voie directe d'ordonnances, que par un accaparement à aspect contractuel obtenu à force de menaces.

a) Une première mesure fut l'échange forcé de la monnaie luxembourgeoise (le franc luxembourgeois valant Fr : 1.25 Belge) en marks, au taux de I mark = 10 francs.

Cette équation, qui ne répondait pas aux pouvoirs d'achat respectif des deux monnaies, constituait un prélèvement sérieux sur la fortune des luxembourgeois.

D'autre part, cette unification "monétaire" permettait aux allemands de vider le Luxembourg de tous ses stocks, moyennant achats en marks dépréciés et sous le couvert d'un stop des prix imposé par l'occupant.

b) Pour se procurer les moyens financiers nécessaires à la poursuite de la guerre, la remise forcée de l'or et des devises étrangères fut ordonnée.

c) Tous les titres d'actions ou d'obligations étrangères, durent être "offerts" en vente à la Reich Bank, qui fixait les prix et les conditions de l'opération.

d) Quand aux Sociétés Luxembourgeoises, des "participations" assurant une influence prépondérant soit au Reich, soit à des organismes parastataux allemands, furent obtenües sous le coup de menaces tant directes que déguisées et acquises moyennant des marks avilis.

e) Il convient surtout de signaler que les Sociétés d'assurances luxembourgeoises furent spolié du plus clair de leur portefeuille (incendie) par l'introduction de l'assurance obligatoire des risques incendie et dont le monopole fut attribué à des compagnies allemandes.

d) En dernier lieu, et surtout en 1944, peu avant la libération, les allemands ne manquèrent pas de transférer et d'emporter les caisses et les deniers publics, dont ils avaient l'administration.

e) Signalons, enfin, l'exploitation radicale et sans égale du minerais de fer sous la direction allemande.

IX. En vertu de l'art. 48 de la IVème Convention de La Haye il est interdit à l'occupant de prélever les impôts sur une nouvelle assiette.

Les Allemands ont violé cette stipulation en introduisant la législation fiscale allemande et en prélevant des impôts sur cette base, sans justification aucune tirée du fait de l'occupation et de nécessités militaires.

Les ordonnances afférentes furent principalement les suivantes : du 30/9/1940 (VoBl. fur Luxemburg p. 17 no.3) - ordonnance du 18/11.1940 (VoBl. fur Luxemburg 1940 p. 338 no. 59) - ordonnance du 25/11.1940 (VoBl. fur Luxemburg 1940 p.342 no. 61) - ordonnance du 31/12.1940 (VoBl. fur Luxemburg 1940 p. 476 no.77) - ordonnance du 20/2. 1941 (VoBl. fur Luxemburg 1941 p. 117 no. 16)

Cette accusation porte contre tous membres du Gouvernement du Reich et plus spécialement contre le ministre des finances.

X. La IVème Convention de La Haye art. 50 défend l'imposition de peines collectives à raison de faits individuels.

A la moindre manifestation de protestation contre le régime imposé au pays, des arrestations à titre d'otages furent pratiquées par la Gestapo.

Lors de la suppression de l'Ortsgruppenleiter de Junglinster (Luxembourg) 10 jeunes gens se trouvant dans des prisons allemandes comme récalcitrants au service militaire, furent fusillés.

En outre, des amendes collectives furent imposées entre autres aux localités du Luxembourg, Ettelbruck, Petange, Bascharage etc : et le paiement fut obtenu à la suite de l'arrestation et de la détention de citoyens comme otages.

H5022 – 0012

H5022 - 0013

JUSTIZMINISTERIUM

Luxemburg, den 22. September I945.

An Herrn
François de Menthon
Abgeordneter der franz. Regierung bei
der Instruktions-und Verfolgungskommission
des internationalen Gerichtes.
Nürhberg.

Sehr geehrter Herrn Abgeordneter,

Wir beziehen uns auf ihre, durch unsern Minister in Paris übermittelte und am I5.d.Ms. eingegangene Anfrage. Wir übermitteln Ihnen eine zusammenfassende Übersicht, sowie die gewünschten Belege. Die angefuhrten Zahlensins als Schatzungen anzusehen; die Gesamtsumme ist wahrscheinlich hober.

Anschluss de facto.

Es bestehen keine internationale, positive Rechtsregeln betreffend die Respektierung der Neutralität und die Besetzung des feindlichen Gebietes gemass den Adkommen vom Hag des Jahres I907, welche vom Reich nicht verletzt wurden.

Sogar die Ernennung eines Chefs der Zivilverwaltung mit eindeutlicher politischer Einstellung war offenbar in Gegensatz zum positiven internationalen Recht. Sie entsprach in der Tat einer gänzlichen Ausscheidung der Hoheit des besetzten Staates, im Recht und in der Tat, hingegen das Hager Abkommen nur eine Aufhebung der Hoheit im besetzten Gebiet zu Gunsten der eindringen Militärbehörde im Rahmen der Kriegsnotwendigkeiten vorsah.

H5022 - 0014

Zu Beginn des Monats Oktober 1941 wurde von den Deutschen angezeigt, dass eine allgemeine Volkszählung stattfinden wird, welche in Wirklichkeit nur ein vertarntes Plebizit war (siehe Anlage 1). Sollte alles gelingen, so konnte der Lauleiter sich auf die Unterschrift aller Luxemburger stützen, im in Berlin den offiziellan Anschluss von Luxemburg ans Reich vorzuschlagen. Der wunderbare Widerstandsgeist der Luxemburger hat aber seine Absichten vereitelt. Deswegen wurde auch das Land einem Terror ohnesgleichn unterworfen.

Eine Verordnung vom 30.8.42 sicherte allen Kollaborateuren und unterngewissem Vorbehalt allen Mitgliedern der volksdeutschen Bewegung die deutsche Staatsangehörigkeit zu. Diese Verordnung verfügte ausserdem, dass alle unter die deutsche Fahne einberufene Männer dadurch nund mit vollem Recht Reichsangehörige werden können . (Anlage II). Wenn man aber bedenkt, wie die Adhäsionen zum V.d.B. erzielt wurden, so ist verständlich, dass alle diese Zwangsmitglieder kein grosses Gehebe mit diesem Geschenk der deutschen Nationalität, das ihnen vom Gauleiter angeboten wurde, machten. Was die zum Militärdient einberufene Männer angeht, haben die meisten niemals der volksdeutschen Bewegung angehört. Die Deutsche Nationalität wurde ihnen daher ganz arbitrorisch zuerteilt. Diese zwangsweise Naturalisation hatte den eindeutlichen Zweck dem Vorwurf zu entgehen, dass man Bürger eines besetzten fremden Landes unter die Fahne ruft. Sie kann daher keinen juristischen Wert haben.

Zwangsmässiger Militärdienst.

Ein erster Verwaltungserlass vom gleichen Tage wie die

H5022 – 0015

organische Verfügung vom 30 August 1942 betreffend den zwangsmässigen Militärdienst, ruf unter die deutsche Fahne alle Luxemburger, welche während den Jahren 1920 - 1924 einschl. geboren waren (Anlage III). Der Jahrgang 1925 wurde durch Erlass vom 25.3.1943, der Jahrgang 1926 durch Erlass vom 10.12. 43. und schliesslich der Jahrgang 1927 durch Erlass vom 10.7. 44 mobilisiert. Sieben Jahrgänge wurden in der Tat mit Gewalt in die Wehmacht mobilisiert. Insgesamt waren daher ca.15.000 Luxemburger gezwungen, in der deutschen armee zu dienen und dies gegen ihren Willen und unter Verachtung der ausdrücklichen Verfügungen des Menschenrechtes. Manschätzt auf 1.300 die Zahl derjenigen, die gefallen sind und auf 3.500 dei Zahl der Deserteure. Dorner erklarte die deutsche Behörde am 10. 9/44. ca. 1.000 Vermisste (wahrscheinlich Kriegsgefangene in Russland). 1945 nahm die Vermissung junger, mit Gewalt in die deutsche Armee geworbene Luxemburger derartige Proportionen, dass eine Verordnung vom 10.7.1943 gegen Desertion und Hinterhaltung mit rückwirkendem Effekt vom 30.8/1943 nicht allein Todesstrafe für Deserteure und Hinterhältige vorsah, sondern ferner ihre Familienangehörige mit der Verschleppung bedrohte (Anlage IV).

Organisation der Kriminalität.

Die Justiz wurde ganz neu aufgebaut. Es gab keine Trennung der Mächte. Alle Urteile mussten aufgrund der deutschen Rechtsgebung ausgesprochen werden. Sie mussten die Betrachtungen der nationalzosialistischen Nutzdoktrine berücksichtigen. d. h. das, was die Deutschen "gesundes Volksempfinden" nannten.

Das eher als den Wortlaut des Gesetzes. Für die Nazis bestand kein objektives Recht. Alles was dem deutschen Volk und dem Reich zugute kommen kann unter ihren Augen richtig und gerecht.

Das aufgrund der Verordnung vom 20.8.I940 eingefthrte segenannte Sondergericht verurteilte zu Strafen, welche sich in Gefängnis-und Zuchthausstrafen unterschieden für Vergehen, welche die Deutschen "reichsfeindlich" nannten, d.h. feindliche Einstellung gegen Deutschland. (Anlage V) Ab Monat Oktober I94I wurden von diesem Gericht Zalreiche Todesstrafen ausgesprochen. Die Gesamtzahl der Strafen aus politischen Gründen übersteigt 500.

Ausserhalb den vom Sondergericht ausgesprochenen Strafen, verurteilte das aufgrund der Verordnung vom 3I.8.I942 eingefthrte "Standgericht" 2I luxemburgische Patrioten, welche als Protest gegen den zwangsweisen Militärdienst und die Nazipolitik im Monat September I942 streikten , zum Tode. (Anlage VI).

Das Deutsche Gesetz bezgl. die Gestapo tritt aufgrund der Verordnung vom 2.6.I94I (Anlage VII) in Kraft.

Es ist unmöglich, im Einzelnen alle Vergehen der Gestapo und ihrer Chefs anzufthren. Wenn man ihre Tätigkeit naher betrachtet, findet man an der Basis aller Verfolgungen und aller Verbrochen ihre schädliche Tätigkeit. Die Gestapo ist verantwortlich für die Organisation des Terrors im luxemburgischen Gebiet. Die im Hauptquartier der Gestapo an den unglücklichen Opfern ausgeübten Folter sind unmenschlich. 4000 Personen wurden sowohl in Luxemburg als in Deutschland eingekerkert

H5022 – 0016

H5022 – 0017

oder in Konzentrationslager überführt. Ca. 500 Personen, worunter 400 Gefangene wurden erschossen.

Die Umsiedelungsverordnung vom 30.9.1942 erschien im Amtsblatt für Luxembur (Anlage VIII). 6.000 Personen wurden nach Boberstein, Mittelstein, Schreckenstein, Leubus, Wartha und Marklissa verschleppt. Die Letzte dieser Massnahmen fond in der zweiten Monatshälfte von August 1944 statt, am Vortag der Befreiung des Gebietes durch die alliierten Kampfverbände. Das Schicksal dieser Verschleppten war kläglich. Ungenügend genährt und ohne medizinische Hilfe starben viele unter ihnen. Andere wurden spater in Konzentrationslager gesteckt. Die Gesundheit der meisten dieser unglücklichen Opfer ist schwer beeinträchtigt.

Vergehen gegen das Eigentumsrecht, Räubereien, Rassenverfolgungen.

Das Vereinsrecht wurde aufgrund der Verordnung vom 28.8.1940 aufgehoben und ein Organisationskommissar ernannt (Stillhalte-Kommissar). Alle Güter , Mobilien und Immobilien wurden von Chef der Zivilverwaltung übernommen (Anlage IX).

Die Judenverfolgung gestattete dem Gauleiter sich alle Besitztümer und andere Güter der Juden anzueignen. Zwei Verordnungen vom 5.9.1940 betreffend Verehelichungen zwischen Juden und Ariern bezw. Vermögen der Juden, erklärten Nichtarier ausser Recht. Ihr ganzes Vermögen swie das Vermögen luxemburgischer Emigranten, welche vor dem Eindringlich geflüchtet waren, wurde konfiskiert. (Anlage X). Eine gewisse Anzahl Juden erhielten die Emigrationserlaubnis. Andere wurden nach Deutschland bezw. Polen verschleppt. 600 - 700 Juden sind in Konzentrationslager gestorben. Die deutsche Treuhändergesellschaft für

H5022 – 0018

Umsiedelung welche in den Räumen des Amtes für deutsches Volkstum und Siedelung eingerichtet war, wurde mit der Verwaltung und vor allem mit der Liquidation zu Gunsten des Reiches und der Verwirlichung des Vermögens der Verschleppten beauftragt. Ungeheuerliche Werte wurden konfiskiert und nahmen den Weg nach Deutschland (Anlage VIII wie oben angeführt). Deutsche aus dem Tyrol kamen anstelle der Verschleppten und besetzten deren Häuser, Höfe, industrielle-und kommerzielle Betriebe und Kleinbetriebe. Selbstverständlich nahmen diese Nazisalles mit sich, was beim Zusammenbruch, September I944 noch übrig geblieben war.

Der Arbeitsdienst wurde durch Veoroordnung vom 23.5.I94I (Anlage XI) eingeführt. Die Mehrzahl der jungen Leute der Jahrgänge I925 und I926 (Va.2500) befanden sich bei der Befreiung des Gebiestes bei der RAD und wurden in den Monaten September-Oktober I944 in die Wehrmacht aufgenommen. Am I0.9 I944 befanden sich noch ca. 500 Mädchen in der RAD.

Zusammenfassend haben die Deutschen die systematische Plünderung des Landes organisiert. Ihre Kriminalität war organisiert. Sie haben unsere konstitutionellen Freiheiten abgeschafft, unsere nationalen Institutionen gänzlich umgeändert einschliesslich die gerichtliche Organisation. Sie haben das Grossherzogtum nicht nur als besetztes Gebiet behandelt, sondern haben Sie unter Verachtung des menschlichen Rechtes ihre nationalsozialistischen Gesetze eingeführt.

Hochachtungsvoll

gez. Victor Bodson
Justizminister.

H5022 - 0019

II. Zerstörung oder Beschlagnahmung von Gütern ohne Kriegsnotwendigkeit.

(IV) Hager Abkommen Art. 23g und 55)

I.) Beschlagnahmung oder Zerstörug von Güter unter rassen- oder politischem Vorwand.

Unter Rassenvorwänden wurden die Güter Luxemburgischer, segenannt nichtarischer Büger, auf Grund einer Verordnung vom 5.9.I940 (VoBl für Luxemburg I93I - Seite II Nr.2) Ver ordnung vom 7.2.I94I (VoBl. für Luxembur I94I - Seite 90 Nr.I2) Verordnung vom 4.4.I942 (VoBl für Luxemburg Seite I934 - Nr.24) beschlagnahmt. Auf Grund dieser Verfügung wurden alle Juden angehörigen Guter beschlagnahmt und konfiskiert.

2.) Beschlagnahmung von Gütern unter politischen Vorwänden.

Auf Grund der obenangeführten Verordnung vom 7. Februar wurden die Güter luxemburgischer Bürger, welche vor dem Feind geflüchtet waren, konfiskiert.

Die Güter des Grossherzogtumlichen Hauses wurden in diese Kategorie einbegriffen.

3.) Ferner wurden die Güter von Personen, welche wegen politischer Massnahme nach Deutschland verschleppt wurden, ebenfalls konfiskiert. Die deutsche Treuhändergesellschaft für Siedelung des Büros für deutsches Volkstum und Siedelung S, zu Luxemburg war mit der Verwaltung und vor allem mit der Auflösung und Verwirklichung zu Gunsten von Deutschland des Vermögens der Verschleppten beauftragt. Ungeheure Vermögen wurden konfiskiert und in das Reich eingeführt. Deutsche aus Südtyrol kamen und belegten die Häuser, Höfe, industrielle, kommerzielle und gewerkschaftlichen Unternehmen der Verschleppten. Selbstverständlich nahmen diese Ausländer bei der überstürzten Flucht der Nazis September 1944 alles was übrig blieb mit.

Diese Beschlagnahmung wurde aufgrund einer Verordnung vom 13 September 1942 (VoBl für Luxemburg I 46 Seite 277 Nr.55) ausgeführt.

Der aus diesen politischen Massnahmen folgende Schaden einschl. Lohn-und Einkommenverluste beziffert sich auf 600 - 700.000.000 francs.

H5022 – 0020

H5022 – 0021

4.) Alle Vereine mit kulturellem oder politschem Zweck wurden aufgrund einer Verordnung vom 28.8.1940 (VoBl für Luxemburg 1940, Seite 5 Nr.2) und einer darauffolgenden neuen Verordnung vom 23.10.1940 (VoBl für Luxemburg 1940, Seite 287 - Nr.54) aufgelöst.

Alle diesen Vereinen gehörigen Güter, Mobilien und Immobilien wurden vom Chef der deutschen Zivilverwaltungen sich genommen. Diese Anschuldigung erstreckt sich auf die deutschen Kabinettsmitglieder und besonders gegen die Ministers des Innern, der Propaganda, der Finanzen sowie gegen die Chefs des Amtes der Reichskommisare für die Festigung des deutschem Volkstums, das letztgenannte ist vor allem verantwortlich für die Verschleppungen und ihre Folgen als Mitauthor, das Corps der politschen Häuptlinge der Nazipartei als intellektuelle Authore.

Die SS Häuptlinge, welche die Instrumente zur Ausführung der obenangeführten Verordnungen lieferten, sind ausdrücklich als Mit-Authore angeklagt.

H5022 – 0022

5.) Aufgrund derselben Politik wurden die Güter religiöser Orden der katholischen Kirche beschlagnahmt, Verordnung vom 14. I.1941 (VoBl. für Luxemburg 1941, Seite 30, Nr.5).

Diese Massnahme stellt nicht allein eine Verletzung der Art. 23 und 46 II des IV.Hager Abkommens, sondern auch des Art. 56 des genannten Abkommens dar; letztgenanntes Abkommen untersagt die Beschlagnahmung und Zerstörung kultureller Güter.

In der Tat wurden die Güter religiöser Orden nicht nur beschlagnahmt, sondern wurden die dem Kultus geweihten Häuser wenigstens teilweise zerstört, assigniert und der Nazipartei übertragen für Zwecke, welche eigentlich als Profanation bezeichnet werden koennen.

Wir nennen beispielsweise und ohne komplett zu sein, das Benediktinerkloster von Clervaux (von der Hitlerjugend belegt), das Kloster der Redemptoristenväter von Luxemburg, das in eine Kaserne umgewandelt wurde; das Kloster der weissen Väter von Marienthal, von der B.D.M. belegt , usw.

In demselben Gedankengang nennen wir ferner die Enteignung und Leerung des grossen luxemburgischen Seminars, welche für militärischen Zwecke belegt wurde.

6.) Unter den, dem Kultus geweihten Güter , welche durch den Besetzenden ganzlich zerstört wurden, muss hier die Zerstörung der dem israelitschen Kultus geweihten Synagoge von Luxemburg genannt werden; alle anderen Synagogen wurden beschlagnahmt und verwüstet

7.) Die Güter der grossen Freimaurerloge von Luxemburg wurden beschlagnahmt und konfiskiert.

H5022 – 0023

III.) Verkennung des Privatbesitzrechtes der Luxemburg.
Verletzung von Art. 46 des IV Hager Abkommens.

Auf dem finanziellen und wirtschaftlichen Gebiet organisierte das Reich eine allgemeine Plünderung von Luxemburg, sowohl auf dem unmittelbaren Verordnungwege, wie durch eine Anmassung mit vertraglichem Ansehen, welche durch Drohung erzielt wurde.

a) eine erste Massnahme war der gewaltmässige Wechsel des luxemburgischen Geldes (der luxemburgische Franc galt 1,25 Fr. belgischer Währung) in Mark zum Satz von 1 RM =10 Fr.)

Diese Aequation, welche der beziehungsweisen Kauffähigkeit der beiden Währungen keineswegs entsprach, stellte eine betrachtliche Entnahme vor dem Vermögen der Luxemburger dar.

Andererseits gestattete diese "monetarische"Vereinheitlichung den Deutschen, Luxemburg von allen seinen Vorräten zu befreien mittels Ankauf in entwerteten Reichsmark un unter dem Deckmantel einer Stoppung der von Besetzen den auferlegten Preise.

b) Um sich die zur Verfolgung des Krieges notwendigen Geldmittel zu verschffen, wurde die zwangsmässige Übergabe des Goldes und ausländischer Devisen verordnet;

b)Alle ausländischen Aktien und Obligationen mussten zum Verkauf der Reichsbank angeboten werden, welche die Preise und Bedingungen der Operation bestimmte.

b) Was luxemburgische Gesellschaften angeht, wurden Anteile, welche entweder dem Reich oder deutsch-parastaatlichen Organisationen einen überwiegenden Einfluss zusicherten, unter unmittelbaren oder verdeckten Drohungen erzielt und mit entwerteten Reichsmark angekauft.

H5022 – 0024

c) Es muss vor allem bemerkt werden, dass die luxemburgischen Versicherungsgesellschaften um den größten Teil ihrer Portefeuille (Feuerversicherungen) durchn die Einführung der zwangsweisen Versicherung von Feuerrisiko , geschädigt wurden.

d) Letzten Endes und vor allem 1944, kurz vor der Befreiung des Gebietes haben die Deutschen das Volksvermögen und die Kassen, deren Verwaltung ihnen oblag, mitgenommen.

e) Bemerken wir schliesslich die radikale und beispiellose Ausbeutung der Eisenerzgruben unter der deutschen Führung.

IX. Aufgrund von Art. 48 des IV.Hager Abkommens ist es der besetzenden Militärbehörde untersagt, Steuern aufgrund einer neuen Auflage zu erheben.

Die Deutschen haben diese Bedingung durch Einführung des deutschen Steuerrechtes und durch Auferlegung von Steuern aufgrund des deutschen Steuerrechtes ohne Rechtfertigung verletzt, weil eine derartige Massnahme nur auf den Umstand gegründet war, dass das Gebiet, besetzt war und aus militärischen Notwendigkeigen.

Die diesbezgl. Verordnungen sind hauptsächlich die fokgenden ; 30.9.I940 BoBl für Luxenburg Seite I7 Nr.3) Verordnung vom I.II.I940 VoBlfür Luxemburg I940 Seite 336 Nr.59), Verordnung vom 25.II.I940 (VoBl für Luxenburg I940 Seite 348 Nr.6I), Verordnung vom 3I.I2.I940 (VoBl für Luxenburg I940 Seite 476 Nr.77), Verordnung vom 20.2.I94I (VoBl für Luxembøurg I94I Seite II7 Nr.I6)

Diese Anschuldigung betrifft alle Mitglieder der Reichsregierung und besonders den Finanzminister.

X) Das IV Hager Abkommen Art.50 untersagt die Auferlegung von kollektiven Strafen wegen vereinzeltenTaten

Bei der geringsten Kundgebungvon Protestation gegen das dem Lande auferleg e Regim, wurden von der Gestapo Geisseln verhaftet.

Bei der Tötung des Ortsgruppenleiters von Junglinster (Luxemburg) wurden IO junge Leutz, welche sich in deutschen Gefängnissen als Widerspenstige zum Militärdienst befanden, erschossen.

Ferner wurden kollektive Geldstrafen verschiedenen Ortschaften , wie Ettelbrück, Pétange, Daschargage usw. auferlegt.; Die Zahlung wurde infolge der Verhaftung und Einkerkerung von Luxemburgischen Bürger erzielt.

H5022 – 0025

H5022 – 0026

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation Française au Ministère
Public - Section Economique

L.D.B.L. Eco Document 2

ORDONNANCE PUBLIEE DANS LA PRESSE

le 26 Aout I940

sur l'introduction du Reichsmark comme moyen de payement légal dans le Luxembourg

§ I

Le Reichsmark devient moyen légal de paiement dans le Luxembourg, à côté des moyens de paiement jusqu'ici légaux.

§ 2

Le cours du change est fixé comme suit :

I Reichsmark = I0 frams luxembourgeois.

§ 3

La présente ordonnance entre en vigueur avec effet du 26 Aout I940.-

Luxembourg le 26 Aout I940
Le Chef de l'Administration Civile du Luxembou
signé : Gustav SIMON
gauleiter.

H5022 - 0027

Verordnung *)

über die Einführung der Reichsmark als gesetzliches Zahlungsmittel in Luxemburg.

---

§ 1

Gesetzliches Zahlungsmittel in Luxemburg ist neben den bisherigen gesetzlichen Zahlungsmitteln die Reichsmark.

§ 2.

Als Umrechnungskurs wird bestimmt : 10 luxemburgische Franken = 1 Reichsmark.

§ 3.

Diese Verordnung tritt mit Wirkung vom 26 August 1940 in Kraft.

Luxemburg, den 26. August 1940.

Der Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg

Gustav Simon, Gauleiter.

---

*) Veröffentlichung in der Presse bereits am 26.8.40 erfolgt.

H5022 - 0028

EF/

ORDONNANCE DU 27 AOUT 1940
SUR LE DROIT DES DEVISES, APPLICABLE AU LUXEMBOURG

Paragraphe 1

(1) Au Luxembourg entrent en vigueur,

1. La loi sur le marché des devises (loi sur les devises du 12 décembre 1938, Reichsgesetzblatt I p. 1733), l'ordonnance sur le marché des devises (lignes de conduite pour le marché des devises) du 22 décembre 1938 (Reichsgesetzblatt I. p. 1851), l'ordonnance d'éxécution à la loi sur le marché des devises du 23 décembre 1938 (Reichsgesetzblatt I. p. 1966), la troisième ordonnance d'éxécution à la loi sur le marché des devises du 29 Avril 1939 (RGB. I. p. 79) et la 4ème ordonnance d'éxécution à la loi sur les marchés des devises du 6 novembre 1939 (RGB I. p. 2170), pour autant que dans les prescriptions qui suivent il n'a pas été statué autrement;

2. La loi sur les obligations de paiement à l'égard de l'étranger du 9 Juin 1933 (RGB. I. p. 349) dans la forme de l'ordonnance pour l'introduction de la législation sur le marché des devises et le mode de paiement avec l'étranger en territoire de la Sarre du 23 Février 1935 (RGB. I. p. 278) en tenant compte qu'au lieu des délais fixés au § ler al. 3 et au § 8 le jour de la mise en vigueur de la présente ordonnance entre en ligne de compte;

3. La loi sur l'installation d'une caisse allemande de comptes du 16 Octobre 1934 (RGB. I. p. 997) et l'ordonnance d'éxécution à la loi sur la création d'une caisse allemande de comptes du 13 Août 1938 (RGB. I. p. 1047);

4. L'ordonnance du Président de l'Empire sur la déclaration des obligations de paiement à l'égard de l'étranger du 27 Juillet 1931 (RGB. I. p. 403); et la seconde ordonnance pour l'éxécution de l'ordonnance du Président de l'Empire sur la déclaration d'obligation de paiement à l'égard de l'étranger du 30 Mars 1932 (RGB. I. p. 172);

5. La loi sur les obligations en monnaies étrangères du 26 Juin 1936 (RGB. I. p. 515) et l'ordonnance sur les dettes en monnaies étrangères du 5 décembre 1936 (RGB. I. p. 1010);

6. La loi sur le reglement d'échéance de capitaux à l'égard de l'étranger du 27 mai 1937 (RGB. I. p. 600); et l'ordonnance pour l'éxécution de la loi sur le reglement d'échéance des capitaux vis à vis de l'étranger du 11 Octobre 1937 (RGB. I. p. 1125);

(2) Pour autant que des prescriptions qui sont introduites par la présente ordonnance (al. ler), ne peuvent être appliquées directement, elles sont à appliquer par analogie.

(3) Est considéré comme Intérieures, au sens des prescriptions relatives aux devises le Luxembourg et le territoire du Reich, des personnes qui y ont leur domicile ou leur résidence habituelle, siège ou lieu de direction, sont à considérer comme habitants de l'Intérieur au sens de la loi sur les devises.

H5022 – 0029

...sur les devises

Paragraphe 2

La devise Devisenstelle à Luxembourg est chargée de l'éxécution du marché des devises à Luxembourg.

Paragraphe 3

(1) Les personnes fixées à Luxembourg (§1er al. 3) de la présente ordonnance) ont à vendre ou à transmettre les valeurs suivantes, pour autant qu'elles leur appartiennent au moment de la mise en vigueur de la présente ordonnance, jusqu'au 15 Septembre 1940, à leur choix à la Banque Internationale, à la Banque Générale, à la Société Générale Alsacienne de Banque ou à la Banque de l'Industrie pour l'Alsace et la Lorraine, toutes à Luxembourg ou à leurs succursales:

1. Des dollars U.S.A. en billets de banque, des francs suisses en billets de banque, des couronnes suédoises en billets de banque (cependant, seulement des coupures au dessus de 50 couronnes et en dessous) des francs français en billets de banque;

2. Des monnaies en or ainsi que de l'or fin et les alliages d'or (à l'état brut ou comme produit mi-fini)

(2) Les personnes désignées à l'alinéa 1er ont à offrir et sur demande, à vendre ou à transférer à la Reichcreditkasse à Luxembourg les valeurs ci-après désignées, pour autant qu'elles leur appartiennent au moment de la mise en vigueur de la présente ordonnance, et cela jusqu'au 15 Septembre 1940:

1. Les moyens de paiements étrangers autres que ceux désignés à l'alinéa 1er;

2. Les créances en monnaies étrangères; cependant pas les créances contre des indigènes à l'exception des créances qui découlent de comptes en monnaies étrangères auprès d'instituts de crédits de l'Intérieur;

3. Des lettres de change en monnaies indigènes et des chèques tirés sur l'étranger;

4. Des créances en monnaies indigènes sur des étrangers;

5. Des titres étrangers;

6. Des Avoirs auprès d'Instituts de crédits ou Offices de comptes chèques postaux qui ont leur siège sur le territoire du Reich si celui qui est obligé à offrir avait acquis ces valeurs avant le 20 Août 1940 et si avant cette date, il ne pouvait, conformément aux prescriptions allemandes sur les devises, en disposer seulement en vertu d'une permission;

7. Des titres indigènes si celui qui est obligé de les offrir les a acquis avant le 20 Août 1940 exceptés les titres qui ont été crées à Luxembourg.

(3) La Reichcreditkasse est autorisée, si il y a des raisons spéciales d'éxempter de l'obligation de vendre, des personnes qui tombent sous l'application de l'alinéa 1er.

H5022 - 0030

...application de l'alinéa 1er

(4) Celui qui se trouve au 15 Septembre 1940 à l'étranger doit suffir à l'obligation d'offrir conformément aux articles 1er et 2 au plus tard endéans les 10 jours après sa rentrée à l'Intérieur.

Paragraphe 4

Les devoirs qui incombent au propriétaire de l'objet à vendre ou à offrir sont à remplir de la même façon par celui qui possède l'objet en propriétaire ou qui comme dépositaire ou comme membre d'une Société en participation à ladite propriété ou de toute autre façon exerce un droit de disposition sur l'objet.

Paragraphe 5

Les peines et les autres mesures comminées dans les paragraphes 69, 71 à 79 de la loi sur les devises trouvent leur application en cas d'infractions contre les paragraphes 3 et 4 de l'ordonnance.

Paragraphe 6

Avec la mise en vigueur de cette ordonnance toutes les prescriptions relatives aux devises et actuellement en vigueur à Luxembourg sont abrogées.

Paragraphe 7

La présente ordonnance entre en vigueur avec sa publication Luxembourg le 27 Août 1940

Le Chef de l'Administration à Luxembourg
Zivilverwaltung in Luxembourg,
Gustav SIMON, Gauleiter.

H5022 - 0031

Verordnung*)
ueber das in Luxemburg anzuwendende Devisenrecht.
vom 27. August 1940.

Paragraph 1

(1) In Luxemburg gelten:
1. Das Gesetz ueber die Devisenbewirtschaftung (Devisengesetz vom 12. Dezember 1938, Reichsgesetzblatt 1 S. 1733), die Verordnung zur Devisenbewirtschaftung (Richtlinien fuer die Devisenbewirtschaftung) vom 22. Dezember 1938 (Reichsgesetzblatt 1 S. 1851), die Durchfuehrungsverordnung zum Gesetz ueber die Devisenbeschirtschaftung vom 23. Dezember 1938 (Reichsgesetzblatt 1 Seite 1966), die Dritte Durchfuehrungsverordnung zum Gesetz ueber die Devisenbewirtschaftung vom 29. April 1939 (Reichsgesetzblatt 1 S.879 und die Vierte Durchfuehrungsverordnung zum Gesetz ueber die Devisenbewirtschaftung vom 6. November 1939 (Reichsgesetzblatt 1 S.2170), soweit durch die nachfolgenden Vorschriften nichts anderes bestimmt ist;

2. Das Gesetz ueber Zahlungsverbindlichkeiten gegenueber dem Ausland vom 9. Juni 1933 (Reichsgesetzblatt 1 S. 349) in der Fassung der Verordnung zur Einfuehrung der Gesetzgebung ueber die Devisenbewirtschaftung und den Zahlungsverkehr mit dem Ausland im Saarland vom 23. Februar 1935 (Reichsgesetzblatt 1 S.278) mit der Massgabe, dass an Stelle der im Par.1 Abs.3 und Par.8 genannten Zeitpunkte jeweils der Tag des Inkrafttretens dieser Verordnung tritt.

3) das Gesetz ueber die Errichtung einer Deutschen Verrechnungskasse vom 16. Oktober 1934 (Reichsgesetzblatt 1 S.997 und die Durchfuehrungsverordnung zum Gesetz ueber die Errichtung einer Deutschen Verrechnungskasse vom 13. August 1938 (Reichsgesetzblatt 1 S,1047);

4) Die Verordnung des Reichspraesidenten ueber die Anmeldung von Zahlungsverpflichtungen gegenueber dem Ausland vom 27. Juli 1931((Reichsgesetzblatt 1 S.403) und die Zweite Verordnung zur Durchfuehrung der Verordnung des Reichspraesidenten ueber die Anmeldung von Zahlungsverpflichtungen gegenueber dem Ausland vom 30. Maerz 1932 (Reichsgesetzblatt 1 S. 172);

5) Das Gesetz ueber Fremdwaehrungs-Schuldverschreibungen vom 26. Juni 1936 (Reichsgesetzblatt 1 S.515) und die Verordnung ueber Fremdwaehrungsschulden vom 5. Dezember 1936 (Reichsgesetzblatt 1 S. 1010);

6) das Gesetz zur Regelung von Kapitalfaelligkeiten gegenueber dem Ausland vom 27. Mai 1937 Reichsgesetzblatt 1 S.600) und die Durchfuehrungsverordnung zum Gesetz zur Regelung von Kapitalfaelligkeiten gegenueber dem Ausland vom 11. Oktober 1937 (Reichsgesetzblatt 1 S.1125).

(2) Soweit Vorschriften, die durch diese Verordnung (Abs.1) eingefuehrt werden, nicht unmittelbar angewandt werden koennen, sind sie sinngemaess anzuwenden.

(3) Inland im Sinne der devisenrechtlichen Bestimmungen sind Luxemburg und das Reichsgebiet. Personen, die in diesen Gebieten ihren Wohnsitz oder gewoehnlichen Aufenthalt, Sitz oder Ort der Leitung haben, sind Inlaender im Sinne des Devisengesetzes.

Paragraph 2.

Mit der Durchfuehrung der Devisenbewirtschaftung in Luxemburg ist die Devisenstelle Luxemburg beauftragt.

H5022 - 0032

Paragraph 3.

(1) Die in Luxemburg ansaessigen Personen (Par.1 Abs.3 dieser Verordnung) haben nachstehende Werte, soweit sie ihnen im Zeitpunkt des Inkrafttretens dieser Verordnung gehoeren, bis zum 15. September 1940 wahlweise der Internationalen Bank, General-Bank, Allgemeinen Elsaesischen Bank oder Industriebank fuer Elsass und Lothringen, saemtlich in Luxemburg, oder deren Filialen anzubieten, zu verkaufen und zu uebertragen:

1) USA.-Dollar-Noten, Schweizer Franken-Noten, Schwedische Kronen-Noten (jedoch nur Abschnitte ueber skr. 50 und darunter), Franzoesische Franken-Noten;

2) Goldmuenzen sowie Feingold und legiertes Gold (roh oder als Halbmaterial).

(2) Die in Abs.1 genannten Personen haben nachstehende Werte, soweit sie ihnen im Zeitpunkt des Inkrafttretens dieser Verordnung gehoeren, bis zum 15. September 1940 der Reichskreditkasse in Luxemburg anzubieten und auf Verlangen zu verkaufen und zu uebertragen:

1) andere als die in Abs.1 genannten auslaendischen Zahlungsmittel;
2) Forderungen in auslaendischer Waehrung; dagegen nicht Forderungen gegen Inlaender mit Ausnahme von Forderungen aus Waehrungskonten bei inlaendischen Kreditinstituten;

3) auf inlaendische Waehrung lautende Wechsel und Schecks, die auf das Ausland gezogen sind;
4) Forderungen in inlaendischer Waehrung gegen Auslaender;
5) auslaendische Wertpapiere;
6) Guthaben bei Kreditinstituten oder Postscheckaemtern, die ihren Sitz im Reichsgebiet haben, wenn der Anbietungspflichtige diese Werte vor dem 20. August 1940 erworben hat und er ueber sie vor diesem Zeitpunkt nach den deutschen Devisenvorschriften nur mit Genehmigung verfuegen durfte;
7) inlaendische Wertpapiere, wenn der Anbietungspflichtige sie vor dem 20. August 1940 erworben hat, ausgenommen Wertpapiere, die in Luxemburg ausgestellt sind.

(3) Die Reichskreditkasse ist berechtigt, im Falle des Abs.1 Personen von der Verkaufspflicht freizustellen, wenn besondere Gruende vorliegen.
(4) Wer sich am 15. September 1940 im Ausland befindet, hat die Anbietungsgemaess Abs.1 und 2 spaetestens 10 Tage nach Rueckkehr in das Inland vorzunehmen.

Paragraph 4.

Pflichten, die dem Eigentuemer des zu verkaufenden oder anzubietenden Gegenstandes obliegen, sind in gleicher Weise von dem zu erfuellen, der den Gegenstand als ihm gehoerig besitzt oder der durch einen Treuhaender, durch eine Erwerbsgesellschaft oder in sonstiger Weise Verfuegungsmacht ueber den Gegenstand ausuebt.

Paragraph 5.

Die in Par.69,71 bis 79 des Devisengesetzes angedrohten Strafen und sonstigen Massnahmen finden auch auf Zuwiderhandlungen gegen die Vorschriften der Par.3,4 der Verordnung Anwendung.

H5022 – 0033

Paragraph 6.

Mit dem Inkrafttreten dieser Verordnung treten die derzeit in Luxemburg geltenden devisenrechtlichen Vorschriften ausser Kraft.

Paragraph 7.

Diese Verordnung tritt mit ihrer Verkuendung in Kraft.

Luxemburg, den 27. August 1940.

Der Chef der Zivilverwaltung in
Luxemburg

Gustav Simon, Gauleiter.

H5022 - 0034

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation Française au Ministère Public - Section Economique

L.D.B.L. Eco Document X 5

GRAND DUCHE DE LUXEMBOURG

Ministere du Ravitaillement et des Affaires Economiques

Comité d'Etudes

LUXEMBOURG, le IO Octobre I945
Place de Metz, 2.

COMMUNIQUE OFFICIEL

- REPARATIONS DES DOMMAGES DE GUERRE -

Le Comité d'études pour les Réparations de Guerre, vient d'achever son rapport sur les réparations, Ce document a pour but de donner une vue d'ensemble sur l'ordre de grandeur des dommages de guerre subis par le Grand Duché de Luxembourg. Il ne constitue donc pas un bilan d'une exactitude mathématique. Les chiffres y cités ne sont dans bien des cas, que des estimations approximatives et provisoires.

Le montant des dommages au sens strict s'élève à fr,lux. : 5.884.333.404,- valeur de I938, et se décompose comme suit :

1) l'industrie et le commerce :	fr.lux.	1.9o4.275.976,-
2) les chemins de fer et transports intérieurs :	do	2o7.o39.ooo,-
3) les chemins et routes y compris les ponts :	"	loo.ooo.ooo,-
4) l'agriculture :	"	I.673.Io7.ooo,-
5) les dommages aux biens en général :	"	1.999.9Il.428,-

Il est intéressant de noter que la perte totale en capital, soit environ 5 milliards de fr.lux.(valeur I938) représente 33% de la fortune nationale du Grand Duché de Luxembourg, estimée, en I935, à I5,5 milliards de francs.

Les dommages aux personnes (perte de vie, maladies, blessures et autres pertes matérielles subies par les civils et militaires, victimes de la guerre, de l'occupation et de la déportation) sont estimés à fr. lux. 2.467.5oo.ooo,-

Les atteintes à la situation financière et monétaire du pays dépassent 6,8 milliards de fr.lux. Dans ces dommages figurent notamment l'augmentation de la circulation nonétaire et le montant des placements forcés en Allemagne (fr.lux.4,8 milliards); le reverse lend-lease (fr.lux. 3oo millions); la charge supplémentaire imposée aux contribuables luxembourgeois (fr.lux. 95o millions).

Luxembourg, le 3 Octobre I945.

H5022 - 0035

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation Française au Ministère
Public - Section Economique

L.D.B.L. Document 6

ORDONNANCE DU 2I FEVRIER I94I

au sujet de certaines mesures d'ordre économique

(Verordnungsblatt für Luxemburg N° I7, I° Mars I94I)
- p. II9 -

En vertu des pouvoirs conférés au Chef de l'Administration Civile, l'Ordonnance suivante est promulguée pour être appliquée dans les territoires relevant de son autorité :

SECTION I . 1. Dans les entreprises commerciales et industrielles dont la direction n'accepte pas de militer en faveur du germanisme en toutes circonstances, le Chef de l'Administration Civile pourra prendre des mesures destinées à assurer l'établissement de conditions conformes avec le fait d'une administration allemande du Luxembourg.

2. Il en sera de même lorsque la direction d'une entreprise commerciale ou industrielle violera les obligations qui naissent des principes généraux d'une communauté nationale-socialiste ou violera les ordres ou instructions du chef de l'administration civile ou de ses délégués.

Dans des cas particuliers le Chef de l'Administration Civile peut restreindre l'autorité du Chef d'entreprise dans son entreprise et de même peut définir leur situation légale vis à vis des entreprises et nommer à leur place des commissaires qui auront les pouvoirs nécessaires. De pareilles mesures ne sont pas susceptibles de recours devant les juridictions de droit commun. Les frais provenant de l'exercice des fonctions de ces commissaires seront supportés par les entreprises.

SECTION II et III. .....

Luxembourg, le 2I Février I94I
Le Chef de l'Administration Civile
par intérim :
SIEKMEIER.

Vereinigte Stahlwerke Burbach-Eich Dudelange- Arbed-
Aktiengesellschaft Luxemburg.

N o t e

ueber die Taetigkeit der deutschen Besetzungsmacht der Arbed A.G. gegenueber.

Am 2.8. 1940 ernannte der Reichskommissar fuer die Behandlung feindlichen Vermoegens 3 Deutsche:

Herrn Bernhuber, Mitglied des Direktoriums der Reichsbank in Berlin;

Herrn Ehrhardt, Mitglied des Direktoriums der Reichsbank in Berlin;

Herrn Baron Schroeder, Finanzmann in Koeln,
Als Verwalter des Besitztums der Arbed A.G. in Deutschland.

Die gesetzlichen Organe der Gesellschaft (Verwaltungsrat und Aufsichtsrat) wurden vorlaeufig aufrecht erhalten.

In der Tat bekleidete Herr Bernhuber allein das Amt, das dem dreiteiligen Kollegium zukommen sollte.

Er siedelte nach Luxemburg ueber, richtete sich in den Schreibstuben der Gesellschaft ein, um deren Geschaeftsgang zu kontrollieren.

Infolge seiner Zwistigkeiten mit Gauleiter Gustav Simon wurde er am 19. Juli 1941 durch Staatssekretaer Gustav Koenigs ersetzt, der Kraft eines Beschlusses des Gauleiters darueber hinaus das Amt des Verwaltungsrats und des Aufsichtsrats bekleidete.

Die Autoritaet der Generaldirektion, die in Hinsicht auf die allgemeine Wirtschaft der Gesellschaft praktisch aufgehoben worden war, blieb wenigstens dem Namen nach aufrecht erhalten.

Die Generaldirektion widmete sich einzig und alleine der Wahrung der Interessen des Angestellten-Personals und der Arbeiter der Gesellschaft, die immer mehr durch das Einschreiten, die steten Beleidigungen und die terroristischen Massnahmen der Besetzungsmacht bedroht wurden: Posten-Kuendigungen, Versetzungen, Rueckstellungen Verbannungen aus dem Lande, Deportierungen, Gefaengnisstrafen, Verurteilungen, summarische Hinrichtungen.

Koenigs sichert sich die Hilfe von gewissen deutschen Mitarbeitern.

Als die Arbed zur deutschrechtlichen Aktiengesellschaft umgeaendert wurde - laut Verordnung der Besetzungsmacht - wurde kein Aufsichtsrat ernannt; Herr Koenigs uebernahm das Amt.

Die Arbed war nun vollstaendig im Besitze der Besetzungsmacht.

H5022 – 0036

Fortsetzung 1

Folgende Liste veranschaulicht die tragische Bilanz der ungluecklichen Ereignisse,unter denen das Personal der Gesellschaft zu leiden hatte:

Angestellte und Arbeiter:

a)	gekuendigt:	27
b)	deportiert:	206
c)	festgenommen(Gef.KZ.)	459
d)	waehrend der Deportation, in den KZ-Lagern und Gefaengnissen gestorben	20
e)	erschossen	12

Es ist uns nicht moeglich genau festzustellen,welchen Anteil Herr Koenigs und seine deutschen Mitarbeiter, die vom Gauleiter. streng ueberwacht wurden, einzeln an diesen Ausschreitungen teilgenommen haben.

Auf Grund dessen ist folgende Erklaerung abgegeben und unterzeichnet worden.

Luxemburg, den 4. Dezember 1945.

H5022 – 0037

H5022 – 0038

Note sur l'attitude des dirigeants allemands de la Société HADIR au cours de l'occupation

---

Le I5 Juin I940, la direction de la Société HADIR ayant refusé de collaborer à la remise en marche des usines, le Feldkommandant à Luxembourg, sa basant sur l'ordonnance du 20 Mai I940 du Militär-Befehlshaber pour les territoires occupés de Hollande, Belgique, Luxembourg et France, qui prévoyait la gestion par un Commissaire provisoire des entreprises démunies de leur direction responsable, nomme "Kommissarischer Verwalter" de la Société, Mr Max Paul MEIER directeur commercial du Dortmund-Hoerder-Hüttenverein.

Le 3I juillet, le Staatssekretär Gustaf KOENIGS remplace Mr MEIER comme "Kommissarischer Verwalter", avec tous les pouvoirs du Conseil d'Administration et confirme le susnommé dans ses fonctions dedirecteur de la Société et de Vorstand unique.

Le 20 Mars I943, KOENIGS remanie le Vorstand en adjoignant à Mr MEIER comme second Mr KRUSE en qualité de directeur technique. KRUSE, qui avait été directeur des laminoirs aux usines Thyssen à Hamborn, prit la direction technique de Differdange le Ier Mai I94I.

Un Etat-major allemand important seconda sur place l'action de cette direction nouvelle.

Les principaux éléments étaient :

- MOUGET, d'origine sarroise, ancien chef du Service commercial de notre usine de St-Ingbert, qui vint prendre la direction commerciale de Differdange le Ier Juin I94I.

- MULLER-BERGHAUS, entré à Differdange le IerAoût I94I comme ingénieur principal.

- MEYER-SCHOELLER, Docteur en droit, entré à Differdange le I6 Novembre I942

Plus tard, MOUGET, ayant été appelé à d'autres fonctions, fut remplacé fin février I944 par Walther KLONNE, attaché comme MEIER au service commercial de la Dortmund-Hoerder-Hüttenverein.

Max MEIER et KRUSE étaient des hommes de confiance des Vereinigte Stahlwerke A.G. et assumaient en fait la direction.

Sous cette administration allemande qui s'étendit du I0 Mai I940 au I0 Septembre I944, des crimes de guerre bien caractérisés ont été commis, crimes dont des membres du personnel employé et ouvrier de la Société ont été victimes. De plus, les intérêts des actionnaires ont été gra-

.....

AL

H5022 - 0039

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation Française au Ministère
Public - Section Economique

L.D.B.L. Eco Document F 3

ORDONNANCE DU 29 JANVIER 1941

sur la mise hors cours des francs belges et luxembourgeois et des billets de la Reichskreditkassen dans le Luxembourg

En vertu des pouvoirs conférés au Chef de l'Administration civile du Luxembourg, il est ordonné ce qui suit dans son ressort :

§ 1

Par la mise en vigueur de la présente ordonnance, les francs belges et luxembourgeois, ainsi que les billets des Reichskreditkassen cessent d'avoir cours légal dans le ressort du Chef de l'Administration civile du Luxembourg.

Le reichsmark est le seul moyen de paiement légal.

§ 2

(1) Les caisses publiques se trouvant dans le ressort du Chef de l'Administration civile, la Reichsbank dans le Luxembourg et les instituts de crédit habilités par elle échangeront contre des Reichsmarks les francs belges et luxembourgeois et les billets des Reichskreditkassen jusqu'au 31 Mars 1941.

(2) Le cours du change est :

- 1 franc belge = 0.08 R.M.
- 1 franc luxembourgeois = 0.10 R.M.

(3) Après le délai prévu pour les échanges (1er alinéa), le franc belge devient moyen de paiement étranger et se trouve soumis aux dispositions de l'ordonnance du 27 Aout 1940 (VBl f. Lux.p.6), sur la législation des devises applicable dans le Luxembourg.

§ 3

(1) Les obligations entre gens du pays (§ 5) libellées en francs belges et luxembourgeois seront transformées au cours indiqué au § 2 (2), si elles existaient au moment de l'entrée en vigueur de l'ordonnance.

(2) Une clause de paiement en or ou valeur or ou monnaie déterminée ne saurait faire obstacle à l'échan de telles stipulations deviennent nulles. Par ailleurs, les droits et obligations découlant des conditions de la dette restent les mêmes.

.../...

H5022 - 0040

§ 4

(I) Sont également soumises à l'échange, conformément au § 3, toutes les charges pécuniaires, d'ordre privé ou public, grevant les immeubles bâtis ou non bâtis et les droits immobiliers, sans qu'il soit nécessaire, pour conserver leur efficacité à l'égard des tiers, de procéder à des annotations spéciales ou à des rectifications au bureau des hypothèques.

(2) Si le propriétaire de l'immeuble grevé ou l'ayant-droit demande la rectification au bureau des hypothèques, cette rectification n'est pas touchée par l'augmentation des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, ect...

§ 5

Sont considérés comme indigènes ou gens du pays dans le sens de la présente ordonnance, toutes les personnes ayant leur domicile ou résidence habituelle, ou centre de direction dans le Reich allemand, y compris le protectorat de Bohême et Moravie ou les territoires soumis à l'autorité du Chef de l'Administration civile en Alsace, Lorraine et Luxembourg. Les succursales d'entreprises étrangères et les exploitations appartenant à des étrangers situées dans ces régions sont considérées comme indigènes, dans le sens de la présente ordonnance, sans égard à leur autonomie juridique, même si leur centre de direction se trouve à l'étranger.

§ 6

Le Chef de l'Administration civile prend toutes les dispositions d'ordre juridique et administratif nécessaires à l'application de la présente ordonnance.

§ 7

L'ordonnance entre en vigueur le jour de sa publication.

LUXEMBOURG, le 29 Janvier 1941
Pour le Chef de l'Administration civile de
Luxembourg

signé : SIEKMEIER.

H5022 – 0041

V e r o r d n u n g

über die Ausserkurssetzung des belgischen und luxemburgischen Franken und der Reichskreditkassenscheine in Luxemburg.

Vom 29, Januar 1941

Auf Grund der dem Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg erteilten Ermächtigung wird für dessen Bereich angeordnet :

§ 1.

Mit Inkrasttreten dieser Verordnung hören die belgischen und luxemburgschen Franken, sowie die Reichskreditkassenscheine auf in den Bereich des Chefs der Zivilverwaltung in Luxemburg gefessliches Zahlungsmittel zu sein.

Alleiniges gesessliches Zahlungsmittel ist die Reichsmark.

§ 2.

(1) Die im Bereich des Chefs der Zivilverwaltung gelegenen öffentlichen Kassen, die Reichsbank in Luxemburg und die von ihr ermächtigen Kreditinstitute werden die auf belgische und luxemburgische Franken lautenden Geldsorten, soweit sie bei Inkrafttreten dieser Verordnung gesessliches Zahlungsmittel waren, und Reichskreditkassenscheine bis zum 1. März 1941 gegen Reichsmarkzahlungsmittel umtauschen.

(2) Als Umrechnungskurs gilt :

1 belg. Frk. = 0,08 R.M.
1 lurbg. Frk. = 0,10 R.M.

(3) Nach Ablauf der Umtauschfrist (Absass 1) wird der belgische Franken ausländisches Zahlungsmittel und unterliegt den Bestimmungen der Verordnung über das in Luxemburg anzuwendende Devisenrecht von 27. August 1940 (D. Bl. f. Lux. S 6 f.)

§ 3.

(1) Die auf belgische und luxemburgische Franken lautenden Schuldverhältnisse zwischen Inländern (§.5) werden zu den in § 2, (2) genannten Kurse umgestellt, wenn sie beim Inkrasttreten der Verordnung bestanden haben.

(2) Der Umstellung steht nicht entgegen, dass eine Gold- oder Goldwertklaufel oder die Leistung in einer bestimmten Münzsorte vereinbart ist; solche Dereibarungen verlieren ihre Geltung. Im übrigen werden die

H5022 - 0042

sich aus dem Schuldwerhältnisse ergebenden Rechte und Pflichten nicht beührt.

§ 4.

(1) Der Umstellung nach Massgabe des § 3 unterliegen auch alle privaten oder öffentlich-rechtichen, auf eine Geldleistung gerichteten dinglichen Belastungen der unbebauten und bebauten Grundstuke aller Art und Nussung und grundstücksgleichen Rechte, ohne dass es zur Erhaltung ihrer Wirksamkeit gegenüber Dritten einer besonderen Eintragung oder Berichtigung beim hypothekenamt bedarf.

(2) Wird eine Berichtigung beim hypothekenamt vom Berechtigten oder von Eigentümer des belasteten Grundstücks beautragt, so erolgt dieselbe frei von dem im Gesess vom 7 August 1920 betreffend Erhöhung der Einregistrements, Stempel, Erbschatsgebühren usw vorgesehenen Gebühren. (Memorial fut Luxemburg 1920 Seite 923 f.)

§ 5.

Inländer im Sinne der Verordnung sind alle Personen die innerhalb des Deutschen Reiches einschliesslich des Protektorates Böhmen und Mähren und innerhalb der Bereiche der Chefs der Zivilverwaltungen in Elsass, in Lothringen und Luxemburg ihren Wohnsiss oder gewöhnlichen Ausenthalt. Giss oder Ort der Leitung haben Zweigniederlassungen ausländischer Unternehmungen im Inland und inlandische Betriebe eines Auslanders gelten ohne Rücksicht auf ihre rechtliche Selbständigkeit als Inländer im Sinne deiser Verordnung, auch wenn sich der Ort ihrer Leitung im Auslande besindet.

§ 6.

Der Chef der Zivilverwaltung erlässt die zur Durchführung dieser Verordnung erforderlichen Rechts- und Verwaltungsvorschriften.

§ 7.

Die Verordnung tritt am Tage nach der Verkündung in Kraft.

Luxemburg, den 29. Januar 1941.

Der Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg

In Betretung

Siekmeier.

H5022 - 0043

vement lésés par des opérations préméditées qui avaient pour but de les dépouiller au profit des Vereinigte Stahlwerke A.G.

En ce qui concerne les crimes de guerre, il ne nous est pas possible de déterminer quelle est la part éventuelle qu'a pu prendre la direction allemande de HADIR, mais nous devons signaler tout particulièrement que lors des grèves de protestation qui éclatèrent dans le bassin minier au début de Septembre I942, à la suite du discours du Gauleiter SIMON, annonçant l'appel sous les drapeaux de la jeunesse luxembourgeoise, six de nos ouvriers furent arrêtés et fusillés après jugement sommaire.

Leurs noms sont les suivants :

ANGELSBERG René,	célibataire,	Differdange
BETZ Nicolas	marié	Kahler
MISCHO Robert,	célibataire,	Differdange
SCHNEIDER J.P.	marié	-
WEETS Alphonse	célibataire,	-
TOUSSAINT Ernest	marié père de 2 enfants	-

Dans la suite, 24 de nos employés et I25 de nos ouvriers ont été soit emprisonnés, soit déportés dans des camps de concentration, soit encore soumis au travail forcé en Allemagne. Parmi eux, 3 employés et I0 ouvriers sont morts au cours de leur déportation et 5 d'entre eux ont été fusillés.

En ce qui concerne les actionnaires, si aucune mesure de contrainte n'a été exécutée pour s'emparer des parts en possession des groupes les plus importants, tout a été mis en oeuvre pour faciliter aux Vereinigte Stahlwerke A.G. la main mise sur les usines de Differdange dans des conditions anormalement avantageuses pour cette Société et pour déposséder la Société HADIR de ses usines à la fin des hostilités.

Le 24 février I94I, le Chef de la Zivilverwaltung à Luxembourg nomme les Vereinigte Stahlwerke trustee des usines de Differdange, Rumelange et Ottange avec mission de les exploiter pour leur propre compte à partir du Ier Mars I94I et ce conformément aux instructions du Ministère de l'Economie du Reich. Préalablement à la signature du contrat de location, une commission allemande, dite commission KLEIN, évaluait les usines de Differdange à la valeur ridiculement basse de 2I millions de RM, à laquelle la Vereinigte Stahlwerke pouvait les racheter après la guerre, alors qu'en sa qualité de Société exploitante, elle assurait les mêmes usines contre l'incendie pour I25 millions de RM.

Les conditions du contrat qualifié de bail résultant de cette évualuation et passé entre l'administration allemande du sequestre de HADIR et les Vereinigte Stahlwerke furent telles que la Société HADIR ne put faire ni ses amortissements normaux, ni l'entretien normal de ses installations, alors que la Société locataire s'attribuait des bénéfices de l'ordre de I0 millions de marks qui furent transférés en Allemagne à son profit.

N

H5022 - 0044

Nous ne pouvons chiffrer ici le montant des dommages ainsi causés aux actionnaires de la Société; ils feront éventuellement l'objet de réclamations au titre des dommages de guerre. Cependant, pour souligner une fois de plus la mentalité des dirigeants allemands de la Société, tous appartenant aux Vereinigte Stahlwerke, nous tenons à signaler que le IO Septembre, I944 la direction allemande, dont les nommés MEIER, KRUSE et KLONNE, a pris la fuite en volant toutes les voitures de la Société en ordre de marche.

28.II.I945

AL

H5022 - 0045

N o t e

Le Ier Mars I94I, le Conseil d'Administration de notre Société a été destitué par une lettre adressée aux administrateurs indivuduellement pour leur signifier leur démission. Avant, toutes les grandes usines d'Alsace et de Lorraine, ainsi que du Luxembourg, avaient été déclarées mises sous la protection de l'Empire allemand, et en attendant la fin de la guerre, elles devaient être gérées par despersonnes nommées à cet effet.

En Luxembourg, le Maréchal Goering nommait comme gérant (Verwalter) le Staatsrat Gustav KOENIGS, qui représentait au nom du Reich tous les actionnaires étrangers - sauf les Allemands et les Luxembourgeois - tant au Conseil qu'à l'Assemblée Générale des ARBED, HADIR et RODANGE.

Il était donc le seul à pouvoir prendre n'importe quelle décision au sujet de la gestion de ces trois Sociétés. Comme tel, il nommait pour RODANGE, dont la raison sociale traduite en allemand avait donné "RODINGER HOCHFEN u. STAHLWERKS-GESSELLSCHAFT, A.G.", deux fiduciaires (Treuhänder), les nommés FAUST et HAHL.

Tout cela a eu lieu avec l'accord de GOERING, et le I4 Avril I942, Gustav KOENIGS signait, avec les deux mêmes personnes, un contrat donnant en location, rétroactivement au Ier Mars I94I, l'usine de RODANGE, à l'exclusion des minières, (qui étaient gérées sous la raison "RODINGER HOCHFEN - u. STAHLWERKS-GESELLSCHAFT, A.G.", par les deux Treuhänder).

Moyennant une redevance par tonne de fonte, d'acier et de laminés, FAUST et HAHL avaient fondé sous le droit allemand - qui n'a jamais existé légalement en Luxembourg - deux Sociétés "EISENHUTTEN WERKE RODINGEN", G.m.b.H., au capital de 50.000 RM souscrit par eux pour l'exploitation de l'usine, et "RODINGER EISENHANDEL" , G.m.b.H., au capital de 30.000 RM, qui devait être la Société de vente des produits de RODANGE.

A partir du Ier Mars I94I, les actionnaires et administrateurs avaient donc perdu tout contrôle sur leur entreprise, et les nouveaux maîtres absolus furent FAUST et HAHL, qui administraient à leur guise sous le contrôle bienvaillant du Staatsrat KOENIGS, et la protection du Gauleiter Gustav SIMON.

Il résulte de ce court exposé que notre Société fut dépossédée par suite des décisions prises par le Reich - et en l'espèce par le Maréchal GOERING - qui s'est permis, avec ses complices KOENINGS et surtout FAUST et HAHL, des agissements contraires au droit international.

AL

H5022 - 0046

Il va de soi que seules ces personnes sont responsables du genre d'exploitation pratiqué à RODANGE entre le Ier Mars I94I et le 9 Septembre I944, date à laquelle, par suite de l'arrivée des armées américaines victorieuses, les intrus ont pris la fuite en grande hâte.

Rodange, le 27 Novembre I945

H5022 - 0047

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.D.B.L. Eco :
Document :

Ordonnance

du

4 avril 1942

en vue de l'application de l'ordonnance concernant les biens des émigrés et des juifs.

Conformément au § 4 de l'ordonnance du 7 février 1941, sur les biens des émigrés et des juifs (VBl. f. Lux. S 90) il est ordonné en vue de l'application de ladite ordonnance :

§ 1.

(1) En vue de l'exécution des décisions conformes au §1 de l'ordonnance du 7 février 1941, le Chef de l'Administration civile du Luxembourg a le pouvoir d'attribuer à des tiers la jouissance des biens confisqués et aussi la propriété de divers objets.

(2) Il peut faire procéder aux annotations et inscriptions au bureau du cadastre nécessaires à l'exécution de ces décisions.

(3) Il ne sera pas perçu de taxes ni d'impôts pour toutes les mesures prises pour l'exécution des décisions précitées du Chef de l'Administration civile.

§ 2.

La présente ordonnance entre en vigueur avec effet du 1er avril 1942.

Luxembourg, le 4 avril 1942

Le Chef de l'Administration civile

Par ordre : (signé)Dr. Münzel

H5022 – 0048

Durchführungsverordnung

zur Verordnung über Massnahmen betr. das Emigranten- und Judenvermögen.- vom 4 April 1942

Auf Grund des § 4 der Verordnung über Massnahmen betr. das Emigranten- und Judenvermögen von 7.2.41 (VBl. f. Lux. S. 90) wird zu deren Durchführung verordnet :

§ 1.

(1) Zur Durchführung der Entscheidungen gemass § 1 der Verordnung von 7.2.41 ist der Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg befugt. Dritte in das eingezogene Vermögen, insbesondere auch in das Eingentum an einzelnen Gegenständen, einzuweisen.

(2) Er kann die zur Durchführung dieser Entscheidungen erforderlichen Vermerke und Eintragungen beim Grundbuchant erwirken.

(3) Für sämtliche Massnahmen, die sich aus der Durchführung der vergenannten Entscheidungen des Chefs der Zivilverwaltung ergeben, werden Steuern und Gebühren nicht erhoben.

§ 2.

Diese Verordnung tritt mit Wirkung vom 1. April 1942 in Kraft.

Luxemburg, den 4 April 1942.

Der Chef der Zivilwaltung in Luxemburg

In Vertretung

Dr. Münzel.

H5022 - 0049

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation Française au Ministère
Public - Section Economique

L,D.B.L, Eco Document.....

ORDONNANCE DU 7 FEVRIER 1941

sur les mesures concernant les biens de émigrés et des Juifs

En vertu des pouvoirs conférés au Chef de l'Administration civile du Luxembourg, il est ordonné ce qui suit pour son ressort :

Paragraphe I

(1) Le patrimoine des personnes qui se sont enfuies du Luxembourg devant la Wehrmacht, qui pénétra dans le pays le 10/5/40, et n'étaient pas rentrées le 1/2/1941, se trouve depuis le 10/5/40 sous sequestre allemand. Il en est de même pour les biens des juifs ayant quitté le Luxembourg, et cela depuis la date de leur départ.

(2) Le Chef de l'Administration civile peut confisquer le patrimoine des personnes indiquées au premier alinéa.

(3) Le chef de l'Administration civile peut disposer par voie administrative des objets confisqués.

Paragraphe 2

(1) Celui qui entreprend de s'approprier tout ou partie des biens des personnes indiquées au paragraphe I alinéa I, ou de léser intentionnellement l'administration allemande à propos de ces biens sera puni de prison et d'amende ou de l'une de ces peines. Dans les cas particulièrement graves la peine de prison sera remplacée par des travaux forcés jusqu'à 10 ans. Le cas est particulièrement grave lorsque l'acte porte préjudice à la nation ou bien a provoqué un autre préjudice particulièrement important, ou bien si le délinquant a été particulièrement rusé.

(2) Les poursuites pénales ne sont entreprises que sur l'ordre du chef de l'Administration civile.

Paragraphe 3

La poursuite et la procédure conformes au paragraphe 2 appartiennent au Tribunal Spécial (Sondergericht) du Luxembourg

Paragraphe 4

Le Chef de l'administration civile prend les mesures d'ordre juridique et administratif nécessaires à l'application de la présente ordonnance.

Paragraphe 5

L'ordonnance entre en vigueur avec effet du 10 Mai 1940.

LUXEMBOURG, le 7 Février 1941
Pour le Chef de l'Administration Civile
du Luxembourg.
signé : SIEKMEIER.

H5022 - 0050

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Delegation Francaise au Ministere
Public - Section Economique

L.D.B.L. Eco =

V E R O R D N U N G

ueber Massnahmen betreffend das Emigranten- und Judenvermoegen

Vom 7. Februar 1941.

Auf Grund der dem Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg erteilten Ermaechtigung wird fuer dessen Bereich verordnet:

1

(1) Das Vermoegen derjenigen Personen, die im Zusammenhang mit dem am 10.5.1940 erfolgten Einmarsch der deutschen Wehrmacht aus Luxemburg geflohen und bis zum 1.2.1941 nicht zurueckgekehrt sind, steht vom 10.5.1940 ab unter deutscher Verwaltung. Das gleiche gilt fuer das Vermoegen der aus Luxemburg ausgewanderten Juden vom Zeitpunkt der Auswanderung ab.

(2) Der Chef der Zivilverwaltung kann das Vermoegen der im Abs. 1 bezeichneten Personen einziehen.

(3) Ueber die Verwendung der eingezogenen Gegenstaende entscheidet der Chef der Zivilverwaltung im Verwaltungswege.

2

(1) Wer es unternimmt, das Vermoegen der im # 1 Abs. 1 genannten Personen oder Teile desselben sich anzueignen oder die deutsche Verwaltung hinsichtlich dieser Vermoegen irgendwie zu beeintraechtigen, wird mit Gefaengnis und Geldstrafe oder einer dieser Strafen bestraft. In besonders schweren Faellen tritt an die Stelle der Gefaengnisstrafe Zuchthaus bis zu zehn Jahren. Ein besonders schwerer Fall liegt insbesondere dann vor, wenn die Tat das Wahl des Volkes beschaedigt oder einen anderen besonders grossen Schaden zur Folge gehabt oder der Taeter besonders arglistig gehandelt hat.

(2) Die Strafverfolgung tritt nur auf Antrag des Chefs der Zivilverwaltung ein.

H5022 – 0051

3

Die Durchfuehrung von Verfahren gemaess # 2 obliegt dem Sondergericht in Luxemburg.

4

Der Chef der Zivilverwaltung erlaesst die zur Durchfuehrung dieser Verordnung erforderlichen Rechts- und Verwaltungsvorschriften.

5

Die Verordnung tritt mit Wirkung vom 10.5.1940 in Kraft.

Luxemburg, den 7. Februar 1941.

Der Chef der Zivilverwaltung

in Luxemburg.

In Vertretung:

gez. Siekmeier.

H5022 - 0052

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public
- Section économique -

L.D.B.L. Eco
Document :

Ordonnance

du

13 septembre 1942

sur le transfert de population dans le Luxembourg

- 277 -

En vertu des pouvoirs conférés au Chef de la population civile du Luxembourg, il est ordonné ce qui suit pour son ressort :

§ 1.

Le Commissaire du Reich pour la consolidation de la nation allemande (R.K.V.) est chargé des tâches d'ordre juridique en matière de biens, en corrélation avec les transferts de population.

§ 2.

(1) Le R.K.V. est chargé par moi de prendre les mesures d'ordre juridique en matière de biens nécessitées par la réalisation du transfert.

(2) Il peut particulièrement saisir et utiliser les locaux et exploitations devenus libres ainsi que les biens meubles et immeubles appartenant aux personnes ayant quitté les lieux.

§ 3.

(1) Le R.K.V. n'est pas limité dans ses pouvoirs de disposition par les prescriptions légales en la matière, spécialement en ce qui concerne l'utilisation des biens.

(2) Les dispositions prises en vertu de la présente ordonnance ne peuvent servir de fondement à des demandes en réparation de dommages. La voie juridique normale est écartée.

H5022 - 0053

(3) Le R.K.V. a le pouvoir de rompre avant terme les contrats devenus caducs du fait de ses dispositions.

(4) Le R.K.V. peut accorder une indemnité à la personne lésée dans ses biens par ses dispositions.

§ 4.

(1) avec effet du jour du déménagement, toutes les obligations de paiement, y compris celles découlant de traites, des personnes transférées sont suspendues jusqu'à nouvel ordre. Si des termes ou délais, etc.... ne sont pas respectés, il ne doit en résulter aucun désavantage pour ces personnes. Les paiements en numéraire doivent être effectués entre les mains du R.K.V. à leur crédit. Au sujet de prestations d'une autre nature, il faudra s'adresser au R.K.V. qui décidera si suite doit être donnée et sous quelle forme.

(2) Dans tous les litiges juridiques touchant les personnes transférées, le Tribunal doit suspendre la procédure et le caractère exécutoire d'une décision déjà prise. Les dispositions du Tribunal sont inattaquables. Sur réquisition du R.K.V. il doit mettre ce dernier au courant avec présentation des actes et dossiers.

§ 5.

Tous les services officiels du Luxembourg sont tenus de signaler et de remettre au R.K.V. les biens des gens transférés qui ont été saisis, ils doivent aider le R.K.V. en matière juridique et administrative.

§ 6.

Les mesures découlant de l'application des dispositions prises par le R.K.V. n'entraîneront aucune perception de taxes ou d'impôts.

§ 7.

Le R.K.V. peut déléguer à un office approprié ses tâches et attributions.

§ 8.

(1) Celui qui, d'une façon préméditée, enlève des objets, provoque des dommages ou pénètre sans autorisation dans les locaux ou exploitations devenus vacants ou saisis, sera puni de mort. Dans des cas moins graves une peine de travaux forcés peut être prononcée.

H5022 - 0054

(2) La même peine sera appliquée à celui qui enlève ou détériore les scellés (bandes en plomb) apposés dans les habitations, exploitations, etc... évacués.

(3) Si l'acte punissable aux termes des alinéas 1 et 2 n'a été commis que par négligence, une peine de prison ou une amende peut être prononcée.

§ 9.

Le Chef de l'Administration civile prend, par voie administrative les mesures nécessaires à l'application de la présente ordonnance.

Luxembourg, le 13 septembre 1942

Le Chef de l'Administration civile du Luxembourg.

(signé) Gustav Simon.

H5022 - 0055

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Delegation Francaise au Ministere
Public - Section Economique

D.L.B.L. Eco =

V E R O R D N U N G

ueber die Umsiedlung in Luxemburg.

Vom 13. September 1942.

Auf Grund der dem Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg erteilten Ermaechtigung wird fuer dessen Bereich verordnet:

§ 1

Mit der Durchfuehrung der mit der Umsiedlung im Zusammenhang stehenden vermoegensrechtlichen Aufgaben wird der Reichskommissar fuer die Festigung Deutschen Volktums (RKV) beauftragt.

§ 2

(1) Der RKV. ist berechtigt, in meinem Auftrag die zur Durchfuehrung der Umsiedlung erforderlichen vermoegensrechtlichem Verfuegungen zu treffen.

(2) Er kann insbesondere die freigemachten Raeume und Betriebe nebst dem den Ausgesiedelten gehoerenden beweglichen und unbeweglichen Vermoegen beschlagnahmen und zum Zwecke der Verwertung einziehen.

§ 3

(1) Der RKV. ist in seiner Verfuegungsbefugnis durch die einschlaegigen gesetzlichen Bestimmungen, insbesondere auch hinsichtlich der Vermoegensverwertung, nicht beschraenkt.

(2) Aus den auf Grund dieser Verordnung getroffenen Verfuegungen koennen Schadenersatzansprueche nicht abgeleitet werden. Der ordentliche Rechtsweg ist ausgeschlossen.

(3) Der RKV. ist ermaechtigt, Vertragsverhaeltnisse aller Art, die durch seine Verfuegungen hinfaellig werden, vorzeitig zu loesen.

(4) Der RKV. kann fuer einen infolge seiner Verfuegungen eingetretenen Vermoegensnachteil dem Geschaedigten eine Entschaedigung gewaehren.

H5022 – 0056

(1) Mit Wirkung vom Tage der Aussiedlung sind alle Zahlungsverpflichtungen einschliesslich Wechselverpflichtungen der Ausgesiedelten bis auf weiteres gestundet. Die Nichteinhaltung von Fristen, Terminen usw. darf nicht zum Nachteil der Ausgesiedelten gereichen. Geldleistungen sind zu Gunsten des Ausgesiedelten an den RKV. zu erbringen. Hinsichtlich Leistungen anderer Art ist die Entscheidung des RKV. einzuholen, ob und wie die Leistung zu erbringen ist.

(2) In allen mit Ausgesiedelten anhaengigen Rechtsstreitigkeiten hat das Gericht das Verfahren auszusetzen und die Zwangsvollstrekung aus einer bereits erlassenen vollstreckbaren Entscheidung einstweilen einzustellen. Die Anordnungen des Gerichts sind unanfechtbar, das Gericht hat auf Anfordern des RKV. unter Vorlage der Akten den RKV. zu benachrichtigen.

5

Alle amtlichen Stellen in Luxemburg sind verpflichtet, beschlagnahmte Vermoegenswerte der Umgesiedelten den RKV. anzumelden und auszufolgen; sie haben dem RKV. Rechts- und Verwaltungshilfe zu leisten.

6

Fuer saemtliche Massnahmen, die sich aus der Durchfuehrung der von dem RKV. getroffenen Verfuegungen ergeben, werden keinerlei Steuern oder Gebuehren erhoben.

7

Der RKV. kann mit der Wahrnehmung der ihm uebertragenen Aufgaben und Befugnisse eine geeignete Stelle beauftragen.

8

(1) Wer vorsaetzlich in freigemachten oder beschlagnahmten Raeumen, Betrieben oder auf Grundstuecken Gegenstaende entfernt oder Schaden verursacht oder unbefugt solche Raeume oder Grundstuecke betritt, wird mit dem Tode bestraft. In weniger schweren Faellen kann auf Zuchthausstrafe erkannt werden.

(2) Die gleiche Strafe trifft denjenigen, der die an freigemachten Wohungen, Betrieben usw angebrachten Siegel (Klebestreifen oder Plomben) entfernt oder beschaedigt.

H5022 - 0057

(3) Ist die strafbare Handlung gemaess Abs. 1 und 2 nur fahrlaessig begangen worden, so kann auf Gefaengnis oder Geldstrafe erkannt werden.

9

Die zur Durchfuehrung dieser Verordnung erforderlichen Vorschriften erlaesst der Chef der Zivilverwaltung im Verwaltungswege.

Luxemburg, den 13. September 1942.

Der Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg.

Gustav Simon.

File Copy

H-5022

LIVRE DE DOCUMENTS
LUXEMBOURG
SECTION ECONOMIQUE No.

Luxembourg

H5022 – 0058